



BILAN DU CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION

Conformément à la mission à lui assignée par la Constitution et la Charte de la Transition, le Conseil National de la Transition (CNT) a apporté une contribution très active à l'atteinte des objectifs de la Transition tout en jouant son rôle d'organe législatif intérimaire. En tant que tel, il a été l'institution et le cadre où ont été prises les grandes décisions qui ont donné corps, vie et légitimité aux réformes engagées et qui servent aujourd'hui de sillons pour le renouveau de la démocratie au Burkina Faso.

I / CNT, le Parlement du peuple insurgé

Emanation du peuple insurgé les 30 et 31 octobre 2014, le CNT aura été le creuset des principales composantes de la nation. Ainsi, il a regroupé en son sein et ce, pour la première fois de l'histoire politique du Burkina Faso, des représentants des partis politiques de l'ex-opposition et de l'ex-majorité, des organisations de la société civile et des Forces de défense et de sécurité selon la répartition suivante:

- Groupe parlementaire «**Liberté Justice et Démocratie**» (LDJ), ex-opposition : 30 sièges,
- Groupe parlementaire «**Alliance pour la République et la Démocratie** (ARD)»: 10 sièges,
- Groupe parlementaire «**Organisations de la Société Civile** (OSC)»: 25 sièges,
- Groupe parlementaire «**Forces de Défense et de Sécurité** (FDS)»: 25 sièges.

II/ Une intense production législative

Le siège de l'Assemblée nationale ayant été incendié et pillé lors des manifestations populaires contre la modification de l'article 37 de la Constitution, le CNT s'est vu attribuer l'hôtel des Députés pour s'y installer. Pour démarrer ses activités, il a fallu faire avec les moyens de bord pendant plusieurs semaines avant de réunir les conditions d'existence d'une institution de la République digne de ce nom. Ensuite, ce fût un véritable parcours de combattant pour les Députés de faire accepter leur statut par une certaine opinion qui a développé beaucoup d'adversité à leur égard.

A l'ouverture de la session parlementaire unique du Conseil National de la Transition, le Président Moumina Cheriff SY, affichait clairement la volonté du CNT, d'être une institution forte au service des valeurs qui fondent la République. Se refusant d'être une simple chambre d'enregistrement des lois, le Conseil National de la Transition, à travers les différents projets et propositions de lois adoptés, les questions au gouvernement et les missions d'information parlementaires. Au total, ce sont plus de cent(100)lois qui ont été adoptées dont une dizaine initiées par des députés du CNT durant l'unique et intense session parlementaire d'une seule année. Des lois qui concernent aussi bien les préoccupations quotidiennes des Burkinabè que les nécessités de la vie nationale.

Très engagé dans la recherche de la justice et de la bonne gouvernance, le CNT a mis en accusation devant la Haute cour de justice, d'anciennes personnalités pour «haute transition», «enrichissement illicite», «détournement de deniers publics», etc.

Récapitulatif

Intitulé	Nombre
PROJETS DE LOI DEPOSES	118
PROPOSITIONS DE LOI DEPOSEES	07
PROJETS DE LOI ADOPTES	106
PROJETS DE LOI RETIRES	01
PROPOSITIONS DE LOI ADOPTEES	04
PROPOSITIONS DE LOI RETIREES	02
RESOLUTIONS ADOPTEES	33
QUESTIONS ADRESSEES AU GOUVERNEMENT	68
QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT	26
QUESTIONS ORALES SANS DEBAT	15
QUESTIONS D'ACTUALITE	11
QUESTIONS ECRITES	16
COMMISSION D'ENQUETE PARLEMENTAIRE	01

III/ Contrôle historique de l'action du gouvernement

En décidant de mettre en place une commission d'enquête parlementaire sur les fraudes fiscale, les recettes à recouvrer des régies de recettes ainsi que les chèques revenus impayés du Trésor,le Conseil National de la Transition (CNT) n'a pas seulement sacrifié à sa mission régalienne de contrôle de l'action gouvernementale. Il a prouvé que les mauvaises manières de gouverner notre peuple ne sont pas une fatalité et qu'on peut bel et bien y remédier. Il a relevé le défi de jeter la lumière sur une des failles du système fiscal. Son action a été d'autant plus salutaire qu'elle n'a pas seulement permis de mettre le doigt sur la plaie, mais de la soigner en permettant au Trésor public de recouvrer plus de quatre milliards de Francs CFA. Une action d'assainissement de la gestion des finances publiques, mais aussi de recouvrement qui a permis au gouvernement de Transition de faire face à certaines obligations budgétaires qui n'auraient pas été possibles autrement.

IV/ Expérience édifiante de la démocratie participative

Au cours de son mandat, le CNT a pris l'initiative innovante d'aller à la rencontre des populations pour échanger avec elles avant l'examen puis l'adoption de certaines lois. Ainsi des délégations de députés ont-elles organisé des missions d'informations et d'échanges dans les localités abritant des sites d'exploitation industrielle minière afin de se faire une meilleure idée sur les enjeux du Code minier avant de passer à son adoption le 26 juin 2015. Après l'adoption de la loi, les mêmes députés sont une fois encore retournés sur le terrain pour informer les populations du contenu de la loi ainsi que de ses implications.

La même démarche a été adoptée dans le cadre du débat public organisé par le CNT pour recueillir les avis, les suggestions et les recommandations des populations des 13 régions du Burkina Faso sur le projet de passage à la 5^e République entre les mois de mai et juillet 2015. A la fin de leur mandat, le CNT a envoyé des délégations de députés à la rencontre des Forces vives dans les 13 capitales régionales afin de rendre compte des principales réformes adoptées. Une manière d'amener les citoyens à prendre conscience de leur devoir de contrôle et de veille pour la mise en œuvre effective des réformes adoptées au cours de la transition. Mais aussi de prouver que le député doit être aussi l'animateur d'une démocratie participative sans laquelle, il est difficile voire impossible de mobiliser les populations sur la base de leurs intérêts ainsi que de leurs aspirations profondes.

MISSIONS EFFECTUEES PAR DES COMMISSIONS GENERALES AU COURS DE LA LEGISLATURE DE LA TRANSITION

- **du 30 mai au 27 juin** : Conférences publiques régionales sur les réformes constitutionnelles avec les Forces vives dans les 13 chefs-lieux des régions.
- **Du 12 au 14 novembre 2015 à Bobo et Fada** : mission d'information sur le continuum.
- **du 17 au 18 juin 2015** : Mission d'information sur les conditions de travail des gardes de la sécurité pénitentiaire de la prison de Haute sécurité de Ouagadougou.
- **du 23 au 25 juin 2015** : visite d'échanges entre parlementaires sur la bonne gouvernance dans le secteur de la sécurité.
- **du 11 au 13 septembre 2015**: mission d'information sur l'état de fonctionnement des grandes régions. Axe 1 : Ouaga –Yako- Koudougou, Axe 2 : Ouaga-Koudougou-Dédougou.
- **10 novembre 2015** : mission d'information sur la sécurisation des élections couplées du 29 novembre 2015 auprès de la commission sécurité à la gendarmerie nationale.
- **du 06 au 13 novembre** : mission de sensibilisation des autorités coutumières et religieuses pour des élections apaisées.
- **du 14 au 16 décembre**: mission d'information des Forces vives sur le bilan de la production législative du CNT dans les 13 chefs-lieux de région.

V/ Le CNT, symbole de la résistance au coup d'Etat

Ayant appris, dans l'après-midi du mercredi 16 septembre 2015 que des militaires appartenant à l'ex-Régiment de Sécurité présidentielle (RSP) avait fait irruption dans la salle du Conseil des ministres et ont séquestré le Président du Faso, le Premier ministre et les ministres du gouvernement, le Président du CNT, Moumina Chériff SY n'a pas hésité à prendre ses responsabilités en se proclamant Président du Faso, Président de la Transition par intérim. Cet acte de bravoure jamais osé par un président d'Assemblée nationale au Burkina Faso lui a valu la confiance de toutes les forces vives en résistance contre cet attentat à la liberté du peuple.

C'est fort de l'aspiration profonde du peuple burkinabè de voir rayer le RSP des unités de l'armée républicaine que monsieur SY a pris le décret historique de dissolution de ce corps dit d'élite n'a eu de cesse à mettre les bâtons dans les roues de la Transition. C'est ainsi qu'il a non seulement sauvé la Transition, mais toute la République mise en péril par la garde prétorienne du président déchu, Blaise Compaoré.

La décision de dissoudre le RSP fût incontestablement un acte salubre entériné par le pouvoir exécutif dès que celui-ci a été remis en selle grâce à la résistance au niveau national et aux concours de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union africaine (UA) et de l'Organisation des Nations Unies.

L'hommage rendu à cet effet au CNT et à son Président lors du discours du Président de la Transition devant l'Auguste Assemblée en dit long. «Pendant les sept jours où la République a failli plonger dans le chaos et alors que l'Exécutif était embastillé, le Législatif a assuré, dans la clandestinité, la continuité et la légitimité. Avec le concours de la jeunesse, de l'armée loyale, de la société civile, des syndicats, de la presse et de toutes les autres forces vives, vous avez ainsi sauvé la Nation et avec elle, notre souveraineté, notre fierté et notre dignité»¹.

¹Discours de Son Excellence Monsieur Michel KAFANDO, Président de la Transition, Président du Faso, devant le Conseil National de la Transition (CNT) Ouagadougou, le 27 octobre 2015.

REPERTOIRE DES LOIS ADOPTEES

N° DE LA LOI	INTITULE DE LA LOI	DATE D'ADOPTION
1.	Loi n°001-2014/CNT portant loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2015	29/12/14
2.	Loi n°002-2015/CNT portant loi de finances rectificative de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2014	14/01/15
3.	Loi organique n°003-2015/CNT portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la commission de réconciliation nationale et des réformes	23/01/15
4.	Loi n°004-2015/CNT portant prévention et répression de la corruption au Burkina Faso	03/03/15
5.	Loi n°005-2015/CNT portant modification de la loi n°014-2001/AN du 03 juillet 2001 portant code électoral	07/04/15
6.	Loi n°006-2015/CNT portant ratification de l'ordonnance n°2014-009/PRES du 08 septembre 2014 portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt conclu le 20 mai 2014 à Kigali entre le Burkina Faso et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour le financement partiel du projet de route Kongoussi-Djibo tronçon 1 « Kongoussi-Yargo »	05/05/15
7.	Loi n°007-2015/CNT portant ratification de l'ordonnance n°2014-007/PRES du 17 juillet 2014 portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°2100150030394 conclu le 09 janvier 2014 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et la Banque africaine de développement (BAD), pour le financement partiel du projet d'aménagement de routes de désenclavement interne	05/05/15
8.	Loi n°008-2015/CNT portant ratification de l'ordonnance n°2014-017/PRES du 20 octobre 2014 portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt ISTISNA'A n° 2UVO139 conclu le 19 février 2014 en Arabie Saoudite entre le Burkina Faso et la Banque islamique de développement (BID), pour le financement du projet de construction et de bitumage de la route Dédougou-Tougan	05/05/15

9.	Loi n°009-2015/CNT portant ratification de l'ordonnance n°2014-010/PRES du 08 septembre 2014 portant autorisation de ratification des Accords de prêt n°2013105/PR BF 2014 10 00 et n°2013106/PR BF 2014 10 bis 00, conclus le 27 mars 2014 à Yamoussoukro en République de Côte d'Ivoire entre le Burkina Faso et la Banque ouest africaine de développement (BOAD) pour le financement partiel du projet d'aménagement et de bitumage de la route nationale (RN21) Didyr-Toma-Tougan	05/05/15
10.	Loi n°010-2015/CNT portant ratification de l'ordonnance n°2014-002/PRES du 13 mai 2014 portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°88/AP/LA/BIDC/ EBID/01/2014 conclu le 10 janvier 2014 entre le Burkina Faso et la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), pour le financement partiel du projet de réhabilitation de la route communautaire CU9 et facilitation du transport sur le corridor Lomé-Ouagadougou : tronçon Tenkodogo-Ouada (28 km) au Burkina Faso	05/05/15
11.	Loi n°011-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°2UV-0144 conclu le 14 janvier 2015 à Rabat au Royaume du Maroc entre le Burkina Faso et la Banque islamique de développement (BID) pour le financement du projet de construction et de bitumage de la route Kantchari-Diapaga-frontière du Bénin	05/05/15
12.	Loi n°012-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de don conclu le 02 février 2015 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (AID) pour le financement additionnel du Projet sectoriel eau en milieu urbain (PSEU)	07/05/15
13.	Loi n°013-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n° 2100150032046 conclu le 9 janvier 2015 entre le Burkina Faso et le Fonds africain de développement (FAD) pour le financement du Projet de renforcement de la résilience des populations à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2RS)	07/05/15
14.	Loi n°014-2015/CNT portant ratification de l'ordonnance n°2014-013/PRES portant autorisation de ratification des Accords de dons n°H974-BF et n° TF 017447 conclus le 1 ^{er} juillet 2014 entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement pour le financement additionnel du Projet d'amélioration de la productivité et de la sécurité alimentaire (PAPSA)	07/05/15
15.	Loi n°015-2015/CNT portant ratification de l'ordonnance n°2014-004/PRES du 22 mai 2014 portant autorisation de ratification des Accords de prêt BID n°UV0135, ISTISNA'A n°UV0136, ISTISNA'A déclaration de Djeddah n°UV0137 conclus le 15 janvier 2014 en Arabie Saoudite entre le Burkina Faso et la Banque islamique de développement (BID) pour le financement du projet de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire au Burkina Faso	07/05/15

16.	Loi n°016-2015/CNT portant modification de la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso	21/05/15
17.	Loi organique n°017-2015/CNT portant modification de la loi organique n°20/95/ADP du 16 mai 1995 portant composition et fonctionnement de la Haute cour de justice et procédure applicable devant elle	21/05/15
18.	Loi n°018-2015/CNT portant autorisation de ratification de la Convention portant création de l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte adoptée à N°N'djamena, le 17 juin 2010	22/05/15
19.	Loi n°019-2015/CNT portant statut général des personnels des Forces armées nationales	05/06/15
20.	Loi n°020-2015/CNT portant conditions d'avancement des personnels d'active des Forces armées nationales	05/06/15
21.	Loi n°021-2015/CNT portant création de l'Académie nationale des sciences du Burkina	11/06/15
22.	Loi n°022-2015/CNT portant autorisation de ratification des Accords de prêt n°5609-BF et de don n°D044-BF conclus le 15 avril 2015 à Washington entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement du quatrième crédit pour la croissance et la compétitivité (CCC 4)	15/06/15
23.	Loi n°023-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n° 7UV0145, conclu le 14 janvier 2015 à Rabat (Royaume du Maroc) entre le Burkina Faso et la Banque islamique de développement (BID), pour le financement du projet d'électrification rurale décentralisée par système solaire photovoltaïque au Burkina Faso	16/06/15
24.	Loi n°024-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n° CBF 1257 conclu le 22 septembre 2014 entre le Burkina Faso et l'Agence française de développement pour le financement du projet de construction de la centrale solaire photovoltaïque de Zagtoui	16/06/15
25.	Loi n°025-2015/CNT portant ratification de l'ordonnance n°2014-015/PRES portant autorisation de ratification de l'Accord de financement additionnel en prêt n°5491-BF et en don n°H966-BF, conclu le 15 juillet 2014 entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement relatif au financement additionnel du Projet d'appui au secteur de l'électricité (PASEL)	16/06/15

26.	Loi n°026-2015/CNT portant ratification de l'ordonnance n°2014-012/PRES portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°5475-BF conclu le 1 ^{er} juillet 2014 entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement relatif au financement additionnel du programme d'appui aux filières agro-sylvo-pastorales	23/06/15
27.	Loi n°027-2015/CNT portant ratification de l'ordonnance n°2014-005/PRES portant autorisation de ratification des Accords de prêt n°I-895-BF et de don n°I-DSF-8111A-BF conclus le 07 avril 2014 entre le Burkina Faso et le Fonds international de développement agricole relatifs au financement du projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est (Neer-Tamba)	23/06/15
28.	Loi n°028-2015/CNT portant autorisation de ratification des Accords de prêt n°2UV-0146 et d'Istisna'a n°2UV-0147 conclus le 14 janvier 2015 à Rabat au Royaume du Maroc entre le Burkina Faso et la Banque islamique de développement (BID) pour le financement du projet d'alimentation en eau potable de la ville de Ouagadougou à partir du barrage de Ziga (phase II)	23/06/15
29.	Loi n°029-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°1630 P conclu le 06 février 2015 à Vienne en Autriche entre le Burkina Faso et le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) pour le financement du projet d'alimentation en eau potable de la ville de Ouagadougou à partir du barrage de Ziga (phase II)	23/06/15
30.	Loi n°030-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt S/N conclu le 19 février 2015 à Khartoum au Soudan entre le Burkina Faso et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour le financement du projet d'alimentation en eau potable de la ville de Ouagadougou à partir du barrage de Ziga (phase II)	23/06/15
31.	Loi n°031-2015/CNT portant autorisation de ratification de la Convention de prêt conclue le 16 décembre 2014 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et Nordea Bank Danemark A/S pour le financement du projet de mise en place d'une infrastructure Cloud au profit de l'administration, des entreprises et des citoyens (G-Cloud)	25/06/15
32.	Loi n°032-2015/CNT portant ratification de l'ordonnance n°2014-011/PRES portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°5420-BF conclu le 16 mai 2014 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement relatif au projet des centres d'excellences d'enseignement supérieur en Afrique	25/06/15

33.	Loi n°033-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt Istisna'a n°2UV-0148 conclu le 18 février 2015 à Djeddah au Royaume d'Arabie Saoudite entre le Burkina Faso et la Banque Islamique de Développement (BID) pour le financement du Projet de construction d'une cité universitaire à Bobo-Dioulasso (Phase II)	25/06/15
34.	Loi n°034-2015/CNT portant ratification de l'ordonnance n°2014-006/PRES portant autorisation de ratification de l'Accord de don n° TF 015339 conclu le 17 février 2014 entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement relatif à l'Accord de don du Fonds d'investissement climatique stratégique (programme d'investissement forestier-projet de gestion décentralisée des forêts et espaces boisés)	25/06/15
35.	Loi n°035-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'amendement de Doha au protocole de Kyoto sur les changements climatiques	25/06/15
36.	Loi n°036-2015/CNT portant code minier du Burkina Faso	26/06/15
37.	Loi n°037-2015/CNT portant autorisation de ratification du Protocole III aux Conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel, adopté le 08 décembre 2005 par l'Assemblée générale de l'organisation des Nations Unies	30/06/15
38.	Loi n°038-2015/CNT portant autorisation de ratification de la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, adoptée le 10 décembre 1976 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies	30/06/15
39.	Loi n°039-2015/CNT portant autorisation de ratification du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre adopté le 28 novembre 2003 par l'Assemblée générale de l'organisation des Nations unies	30/06/15
40.	Loi n°040-2015/CNT portant autorisation de ratification : <ul style="list-style-type: none"> - des amendements (à l'article 37 adopté en septembre 1981 ; à l'article 15 adopté en octobre 1987 ; aux articles 1^{er}, 4, 5, 6, 7, 9, 14, 22 adoptés en décembre 2005 et à l'article 38 adoptés en novembre 2007) aux statuts de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), adoptés à Mexico le 27 septembre 1970 ; - des amendements aux règles de financement de l'OMT (paragraphe 4 adopté en septembre 2001 ; paragraphe 14 adopté en décembre 2005) ; de l'annexe XVIII aux statuts de l'OMT approuvé le 29 avril 2008 par le Conseil économique et social des Nations unies	30/06/15

41.	Loi n°041-2015/CNT portant autorisation de ratification du Traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées adopté à Marrakech, le 27 juin 2013	30/06/15
42.	Loi n°042-2015/CNT portant constitution du parc national d'Arly	02/07/15
43.	Loi n°043-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°CBF 1265 01 D conclu le 26 avril 2015 entre le Burkina Faso et l'Agence française de développement (AFD) relatif au financement du projet d'appui à la sécurité alimentaire dans l'Est du Burkina Faso	07/07/15
44.	Loi n° 044-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°2013067/PR BF 2013 28 00 conclu le 25 octobre 2013 à Dakar entre le Burkina Faso et la Banque ouest africaine de développement (BOAD), pour le financement partiel du projet d'aménagement de la section urbaine de la RN04 allant du croisement RN04/RN03 à l'échangeur de l'est à Ouagadougou au Burkina Faso	14/07/15
45.	Loi n° 045-2015/CNT portant autorisation de ratification de la Convention sur la coopération transfrontalière (convention de Niamey) adoptée à Malabo le 27 juin 2014	14/07/15
46.	Loi n° 046-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord général de coopération économique, technique et commerciale entre les Etats membres de l'organisation de coopération islamique, adopte par la résolution no.1/8-e de la 8 ^e session du conseil des ministres des affaires étrangères (CMAE), tenue à tripoli, en Libye, du 16 au 22 mai 1977	14/07/15
47.	Loi n° 047-2015/CNT portant ratification de l'ordonnance n°2014-001/PRES-TRANS du 31/12/2014 portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°FI 83276 n° Sérapis 2012-0002 conclu le 17 septembre 2014 à Luxembourg entre le Burkina Faso et la banque européenne d'investissement (BEI) pour le financement du projet de construction de la centrale solaire photovoltaïque de Zagtoui	14/07/15
48.	Loi n° 048-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de don n°D033-BF conclu le 13 mai 2015 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement du projet d'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation (PAAQE)	16/07/15
49.	Loi organique n°049-2015/CNT portant organisation, composition, attribution et fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature	25/08/15
50.	Loi organique n°050-2015/CNT portant statut de la magistrature	25/08/15

51.	Loi n°051-2015/CNT portant mise en œuvre du droit d'accès à l'information publique et aux documents administratifs	30/08/15
52.	Loi n°052-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°11/621 conclu le 02 septembre 2014 entre le Burkina Faso et le Fonds saoudien de développement relatif au financement partiel du projet de construction de l'aéroport international de Ouagadougou-Donsin	31/08/15
53.	Loi n°053-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de don n°D052-BF et de prêt n°5628-BF conclu le 21 mai 2015 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (AID) pour le financement du Projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au sahel (SWEDD)	31/08/15
54.	Loi n°054-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt ISTISNA'A n° 2UV-0149 conclu le 08 juin 2015 à Maputo au Mozambique entre le Burkina Faso et la Banque islamique de développement (BID), pour le financement du projet de développement des quartiers périphériques de Ouagadougou	31/08/15
55.	Loi n°055-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°5671-BF conclu le 08 juillet 2015 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement du crédit régional pour la facilitation du commerce et la compétitivité	31/08/15
56.	Loi n°056-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt conclu le 28 mai 2015 à Abidjan (République de Côte d'Ivoire) entre le Burkina Faso et le Fonds africain de développement (FAD), pour le financement du Projet d'appui au pôle de croissance de Bagré (PAPCB)	31/08/15
57.	Loi n°057-2015/CNT portant régime juridique de la presse écrite au Burkina Faso	04/09/15
58.	Loi n°058-2015/CNT portant régime juridique de la presse en ligne au Burkina Faso	04/09/15
59.	Loi n°059-2015/CNT portant régime juridique de la radiodiffusion sonore et télévisuelle au Burkina Faso	04/09/15
60.	Loi n°60-2015/CNT portant régime d'assurance maladie universelle au Burkina Faso	05/09/15

61.	Loi n°061-2015/CNT portant prévention, répression des violences à l'égard des femmes et des filles et prise en charge des victimes	06/09/15
62.	Loi n°062-2015/CNT portant statut de pupille de la nation	06/09/15
63.	Loi n°063-2015/CNT portant statut du personnel des eaux et forêts	15/09/15
64.	Loi n°064-2015/CNT portant liberté d'association	20/10/15
65.	Loi n°065-2015/CNT portant prorogation du mandat de la Commission de la réconciliation nationale et des réformes	20/10/15
66.	Loi n°066-2015/CNT portant autorisation de ratification du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, adopté le 12 novembre 2012 à Seoul, République de Corée	20/10/15
67.	Loi n°067-2015/CNT portant autorisation de ratification de la Convention révisée sur la reconnaissance des études et des certificats, diplômes, grades et autres titres de l'enseignement supérieur dans les États d'Afrique adoptée le 12 décembre 2014 à Addis-Abeba	20/10/15
68.	Loi n°068-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°5649-BF conclu le 02 juillet 2015 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'association internationale de développement (IDA) pour le financement du projet régional d'appui au pastoralisme au sahel (PRAPS)	20/10/15
69.	Loi n°069-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°5668-BF conclu le 08 juillet 2015 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (AID) pour le financement du projet paludisme et maladies tropicales négligées au sahel	20/10/15
70.	Loi n°070-2015/CNT portant loi d'orientation agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique au Burkina Faso	22/10/15
71.	Loi constitutionnelle n°071-2015/CNT portant modificatif à la Charte de la transition du 16 novembre 2014	05/11/15
72.	Loi constitutionnelle n°072-2015/CNT portant révision de la Constitution	05/11/15
73.	Loi organique n°073-2015/CNT relative aux lois de finances	06/11/15

74.	Loi n°074-2015/CNT portant attribution, composition, organisation et fonctionnement du Haut conseil pour la réconciliation et l'unité nationale (HCRUN)	06/11/15
75.	Loi n°075-2015/CNT portant autorisation de ratification de la souscription du Burkina Faso aux 4 ^{ème} et 5 ^{ème} augmentations générales du capital de la Banque Islamique de Développement (BID)	23/11/15
76.	Loi n°076-2015/CNT portant autorisation de ratification de l'Accord de prêt n°5683-BF conclu le 07 octobre 2015 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement du Programme de modernisation de l'administration publique (PMAP)	23/11/15
77.	Loi n°077-2015/CNT portant modification de la loi 10-93/ADP du 17 mai 1993 portant organisation judiciaire au Burkina Faso	23/11/15
78.	Loi n°078-2015/CNT portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Ordre national des vétérinaires du Burkina Faso (ONV-BF)	23/11/15
79.	Loi n°079-2015/CNT portant institution de fêtes légales et évènements à caractère historique au Burkina Faso	23/11/15
80.	Loi n°080-2015/CNT portant réglementation de la publicité au Burkina Faso	23/11/15
81.	Loi n°081-2015/CNT portant statut général de la fonction publique d'Etat	24/11/15
82.	Loi n°082-2015/CNT organique portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC)	24/11/15
83.	Loi n°083-2015/CNT portant création du tribunal de grande instance de Koupèla	17/12/15
84.	Loi n°084-2015/CNT portant modification de la loi n°060-2009/AN du 17 décembre 2009 portant répression d'actes de terrorisme au Burkina Faso	17/12/15
85.	Loi n°085-2015/CNT portant modification de la loi n°057-2015/CNT du 04 septembre 2015 portant régime juridique de la presse écrite au Burkina Faso	17/12/15

86.	Loi n°086-2015/CNT portant modification de la loi n°058-2015/CNT du 04 septembre 2015 portant régime juridique de la presse en ligne au Burkina Faso	17/12/15
87.	Loi n°087-2015/CNT portant modification de la loi n°059-2015/CNT du 04 septembre 2015 portant régime juridique de la radiodiffusion sonore et télévisuelle au Burkina Faso	17/12/15
88.	Loi n°088-2015/CNT portant autorisation de ratification de la Charte africaine sur les valeurs et les principes du service public et de l'administration, adoptée à Addis-Abeba (Ethiopie) le 31 janvier 2011	19/12/15
89.	Loi n°089-2015/CNT portant autorisation de ratification de la Charte de la renaissance culturelle africaine, adoptée à Khartoum (Soudan) le 24 janvier 2006	19/12/15
90.	Loi n°090-2015/CNT portant autorisation de ratification du Protocole à la Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme, adopté à Addis-Abeba (Ethiopie) le 08 juillet 2004	19/12/15
91.	Loi n°091-2015/CNT portant autorisation de ratification de la Charte africaine du transport maritime révisée, adoptée à Kampala (Ouganda) le 26 juillet 2010	19/12/15
92.	Loi n°092-2015/CNT portant autorisation de ratification de la Convention sur la création du Centre africain pour le développement des engrais, adoptée à Addis-Abeba (Ethiopie) le 1 ^{er} juillet 1985	19/12/15
93.	Loi n°093-2015/CNT portant autorisation de ratification des statuts de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale, adoptés à Addis-Abeba (Ethiopie) le 18 janvier 1974	19/12/15
94.	Loi n°094-2015/CNT portant autorisation de ratification de la Constitution révisée de la Commission africaine de l'aviation civile, adoptée à Dakar (Sénégal) le 16 décembre 2009	19/12/15
95.	Loi n°095-2015/CNT portant autorisation de ratification de la Convention sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (version révisée), adoptée à Maputo (Mozambique) le 1 ^{er} juillet 2003	19/12/15
96.	Loi n°096-2015/CNT portant autorisation de ratification de la Convention interafricaine portant établissement d'un programme de coopération, adoptée à Kampala (Ouganda) le 1 ^{er} août 1975	19/12/15
97.	Loi n°097-2015/CNT portant autorisation de ratification du Protocole additionnel à la Convention	19/12/15

	générale sur les privilèges et immunités de l'Organisation de l'Unité africaine, adopté à Freetown (Sierra Léone) le 1 ^{er} juin 1980	
98.	Loi n°098-2015/CNT portant autorisation de ratification du Protocole de la Cour de justice de l'Union africaine, adopté à Maputo (Mozambique) le 11 juillet 2003	19/12/15
99.	Loi n°099-2015/CNT portant autorisation de ratification de la Convention phytosanitaire pour l'Afrique, adoptée à Kinshasa (République démocratique du Congo) le 13 septembre 1967	19/12/15
100.	Loi n°100-2015/CNT portant autorisation de ratification des statuts de la Banque africaine d'investissement, adoptés à Addis-Abeba (Ethiopie) le 02 février 2010	19/12/15
101.	Loi n°0101-2015/CNT portant autorisation de ratification de la Convention portant création du G5 Sahel adoptée à Nouakchott, le 19 décembre 2014	19/12/15
102.	Loi n°102-2015/CNT portant autorisation de ratification du Statut de l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (OISA), adopté à la 40 ^{ème} session du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OCI, tenue à Conakry, du 09 au 11 décembre 2013	19/12/15
103.	Loi n°103-2015/CNT portant bail d'habitation privée au Burkina Faso	22/12/15
104.	Loi n°104-2015/CNT portant statut du personnel du cadre paramilitaire des douanes	23/12/15
105.	Loi n°105-2015/CNT portant loi de finances rectificative de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2015	26/12/15
106.	Loi n°106-2015/CNT portant loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2016	26/12/15

REPERTOIRE DES RESOLUTIONS ADOPTEES

N° DE LA RESOLUTION	INTITULE DE LA RESOLUTION	DATE D'ADOPTION
1.	Résolution n°001-2014/CNT portant validation du mandat des membres du Conseil national de la transition	27/11/14
2.	Résolution n°002-2014/CNT portant élection du président du Conseil national de la transition	27/11/14
3.	Résolution n°003-2014/CNT portant règlement du Conseil national de la transition	02/12/14
4.	Résolution n°004-2014/CNT portant élection du Bureau du Conseil national de la transition	12/12/14
5.	Résolution n°005-2014/CNT portant composition des commissions générales du Conseil national de la transition	12/12/14
6.	Résolution n°006-2014/CNT portant élection des députes de la transition au parlement panafricain	12/12/14
7.	Résolution n°007-2014/CNT portant élection des députes de la transition au parlement de la CEDEAO	12/12/14
8.	Résolution n°008-2014/CNT portant élection des députes de la transition au comité interparlementaire de l'UEMOA (CIP/UEMOA)	12/12/14
9.	Résolution n°009-2014/CNT portant désignation des députes de la transition à l'Union Interparlementaire (UIP)	12/12/14
10.	Résolution n°010-2014/CNT portant désignation des députes de la transition à l'Assemblée parlementaire paritaire (APP) ACP-UE	12/12/14

11.	Résolution n°011-2014/CNT portant désignation des députes de la transition à l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)	12/12/14
12.	Résolution n°012-2014/CNT portant désignation des députes de la transition a l'Union parlementaire des pays membres de l'Organisation de la Conférence islamique (UPMOCI)	12/12/14
13.	Résolution n°013-2014/CNT portant élection des juges parlementaires a la Haute cour de justice	12/12/14
14.	Résolution n°014-2014/CNT portant désignation des députes de la transition à l'Union parlementaire africaine (UPA)	12/12/14
15.	Résolution n°015-2015/CNT portant validation du mandat d'un député de la transition	14/01/15
16.	Résolution n°016-2015/CNT portant élection de deux députés de la transition au parlement panafricain	05/05/15
17.	Résolution n°017-2015/CNT portant désignation d'un député de la transition à l'Union parlementaire africaine (UPA)	05/05/15
18.	Résolution n°018-2015/CNT portant validation du mandat d'un député de la transition	11/06/15
19.	Résolution n°019-2015/CNT portant création d'une commission d'enquête parlementaire sur la fraude fiscale, l'impunité fiscale, les restes à recouvrer des régies de recettes ainsi que les chèques revenus impayés du trésor sur les années 2012, 2013, et 2014	30/06/15
20.	Résolution n°020-2015/CNT portant élection des députés de la transition au parlement de la CEDEAO	07/07/15
21.	Résolution n° 021-2015/CNT portant mise en accusation devant la Haute cour de justice de madame Boly/Barry Koumba, ex ministre de l'éducation nationale et de l'alphabétisation	16/07/15
22.	Résolution n° 022-2015/CNT portant mise en accusation devant la Haute cour de justice de monsieur BASSOLET Djibril Ipéné, ex ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale	16/07/15
23.	Résolution n° 023-2015/CNT portant mise en accusation devant la Haute cour de justice de	16/07/15

	monsieur BOUGOUMA Jérôme, ex ministre de l'administration du territoire et de la sécurité	
24.	Résolution n° 024-2015/CNT portant mise en accusation devant la Haute cour de justice de monsieur OUEDRAOGO Gilbert Namdouda Noël, ex ministre des transports, des postes et de l'économie numérique	16/07/15
25.	Résolution n° 025-2015/CNT portant mise en accusation devant la Haute cour de justice de monsieur KAFANDO Arthur Patiendé, ex ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat	16/07/15
26.	Résolution n° 026-2015/CNT portant mise en accusation devant la Haute cour de justice de monsieur OUEDRAOGO Jean Bertin, ex ministre des infrastructures du désenclavement et de transports	16/07/15
27.	Résolution n° 027-2015/CNT portant mise en accusation devant la Haute cour de justice de monsieur pare joseph, ex ministre des enseignements secondaire supérieur et de la recherche scientifique	16/07/15
28.	Résolution n° 028-2015/CNT portant mise en accusation devant la Haute cour de justice de monsieur TRAORE Alain Edouard, ex ministre de la communication	16/07/15
29.	Résolution n° 029-2015/CNT portant mise en accusation devant la Haute cour de justice de monsieur TIAO Beyon Luc Adolphe, ex premier ministre et des ex ministres de son gouvernement	16/07/15
30.	Résolution n° 030-2015/CNT portant mise en accusation devant la Haute cour de justice de monsieur COMPAORE Blaise, ex chef de l'état, ex président du Faso	16/07/15
31.	Résolution n° 031-2015/CNT portant modification de la résolution n°003-2014/CNT du 02 décembre 2014 portant Règlement du Conseil national de la transition	12/12/15
32.	Résolution n°032-2015/CNT portant mise en accusation devant la Haute cour de justice de monsieur BEMBAMBA Noël Marie Lucien, ex ministre de l'économie et des finances du gouvernement de M. TIAO Beyon Luc Adolphe	17/12/15
33.	Résolution n°33-2015 portant mise en accusation devant la Haute cour de justice de monsieur PARE Sidi, ex ministre délégué à la sécurité du gouvernement de la transition.	17/12/15

N.B. :

- cinq propositions de loi initiées par le Conseil national de la transition ont été adoptées y comprise la loi portant modification de la Constitution,
- une enquête parlementaire a été réalisée sur les fraudes fiscales, l'impunité fiscale, les restes à recouvrer des régions de recettes ainsi que les chèques revenus impayés du Trésor,
- plusieurs missions d'information et des sorties sur le terrain ont été réalisées.

Tableau des questions adressées au gouvernement :

<u>Questions orales avec débat</u>	<u>Questions orales sans débat</u>	<u>Questions d'actualité</u>	<u>Questions écrites</u>
<u>26</u>	<u>15</u>	<u>11</u>	<u>16</u>